

Sur la sortie de la Hongrie de la guerre (1944)

A. S. STYKALINE

*Le précédent roumain
n'avait pas réussi à stimuler
le gouvernement hongrois
à rompre au moment
opportun les relations avec
le III^e Reich.*

A. S. Stykiline

Chercheur scientifique principal à l'Institut de Slavistique de l'Académie Russe des Sciences. Spécialiste de l'histoire contemporaine de la Hongrie, des relations entre les Hongrois et les Russes/Soviétiques, de l'histoire de la Roumanie et des relations roumano-hongroises au XX^e siècle.

LE FACTEUR essentiel qui a déterminé la place de la Hongrie dans le système des relations internationales établi à Versailles a été le traité de paix de Trianon de 1920. Conformément à ce traité, par la volonté des puissances victorieuses, les pays voisins ont reçu des territoires immenses (la Transylvanie et le Banat, la Slovaquie, la Croatie, la Vojvodine, l'Ukraine sous-carpatique, le Burgenland) qui à l'époque du dualisme austro-hongrois avaient appartenu à la moitié hongroise de la monarchie habsbourgeoise et qui entre 1867 et 1918 avaient été gérés par Budapest. Le territoire du nouvel État hongrois représentait environ un tiers de la superficie du royaume hongrois historique (les soi-disant domaines de la Couronne de « Saint Étienne » de même que les domaines croates de la Couronne) et vers 1920 il était habité par 41 % de la population hongroise de l'entre-deux-guerres. Outre les territoires habités principalement par les anciennes minorités nationales (les Croates, qui auparavant jouissaient d'une autonomie limitée, ainsi que les Serbes, les Roumains, les Slovaques,

les Ruthènes), les pays voisins ont reçu aussi des territoires où les ethniques hongrois étaient prépondérants et constituaient des groupes compacts (surtout en Slovaquie méridionale, en Transylvanie orientale, loin de la nouvelle frontière entre la Hongrie et la Roumanie). C'est ainsi qu'un quart des Hongrois se retrouvèrent à l'extérieur de leur État national. Cependant, malgré les efforts des experts internationaux qui fournissaient aux participants à la Conférence de Versailles les résultats de l'emplacement des ethnies dans la région, les frontières établies ne pouvaient pas satisfaire toutes les parties intéressées. Ces mécontentements constituaient les germes des futurs conflits qui allaient saper l'équilibre de forces réalisée avec tant de difficultés dans le bassin danubien.

La Hongrie, prétendante constante aux positions dominantes dans l'Est de l'Europe centrale, a subi après la Première Guerre mondiale des pertes territoriales énormes et à été réduite aux dimensions d'un petit État. Les pays voisins, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, la dépassaient à la fois comme étendue du territoire et comme population. Il est difficile de réévaluer l'influence du traité de Trianon sur la conscience nationale hongroise, qui était fondée en principe sur l'idée du caractère indestructible des « domaines de la Couronne » entre leurs frontières médiévales. Selon les dires de L. Kontler, un historien hongrois contemporain, « elle avait été forgée selon un modèle qui correspondait parfaitement aux conceptions de citoyens d'un État de taille moyenne, avec une population de 20 à 30 millions d'habitants, et a vécu la terreur d'une claustrophobie mentale à se voir obligée de s'entasser entre les cadres étroits d'un pays dont la population ne dépassait pas huit millions d'habitants ».¹ Il n'est donc pas étonnant que la politique étrangère du régime horthyste, orientée vers la révision des frontières établies à Trianon (aucun autre État européen, même pas l'Allemagne, n'a demandé la révision des traités de paix de Versailles avec plus de persévérance que la Hongrie), ait été soutenue en totalité par l'opinion publique hongroise, qui au cours des deux décennies de l'entre-deux-guerres n'a pas réussi à s'habituer avec la nouvelle situation. Du point de vue de la politique intérieure, la devise de la révision du traité de 1920 a eu une immense force unificatrice, devenant le principal instrument de la réalisation de l'unité nationale.

Restée inchangée durant l'entre-deux-guerres, la demande de révision du traité de paix de Trianon a préétabli l'orientation de politique étrangère du régime horthyste, le rapprochant d'abord de l'Italie fasciste (le traité conclu avec l'Italie en 1927 a sorti la Hongrie de l'isolement politique étranger²), ensuite de l'Allemagne nazie qui, tout comme la Hongrie, militait pour la révision du système de traités de Versailles. Bénéficiant du concours de l'Allemagne et de l'Italie, le régime de Horthy réussit à récupérer, entre 1938-1941, une partie des territoires perdus, y compris la Transylvanie du Nord, qui fut rattachée à la Hongrie par la résolution du deuxième arbitrage de Vienne, en août 1940.³ La politique de

rapprochement des puissances de l'axe a donc porté des fruits visibles, qui, sans réussir à satisfaire l'appétit révisionniste de l'élite politique horthyste, donnaient à Budapest des fondements officiels pour continuer la ligne politique antérieure.

Ceci ne signifie pas pour autant que dans l'entourage du régent Miklós Horthy il n'y avait pas de personnes d'orientation anti-allemande. Un adepte constant de l'orientation vers la Grande Bretagne et les États-Unis, qui entre 1942-1944 avait fait des efforts pour construire des ponts avec ces pays, a été István Bethlen, descendant direct des princes transylvains, premier-ministre entre 1921-1931. Un autre militant politique de marque sous le régime Horthy, le comte Pál Teleki, s'est servi de l'alliance avec l'Allemagne en vue de la réalisation des projets irrédentistes. Ce fut durant la période de son deuxième mandat de premier-ministre, 1939-1941, que la Transylvanie du Nord est entrée sous la juridiction hongroise. Étant un conservateur convaincu d'orientation anglophile, le comte Teleki restait, dans son âme, un adepte des démocraties occidentales et de leur combat contre Hitler, ce qui ne pouvait pas échapper à certains de ses partenaires extérieurs. Après les négociations hongro-italiennes de 1940, Ciano, le ministre italien des Affaires étrangères, notait dans son journal : « Teleki ne cache pas ses sympathies pour les puissances occidentales et craint comme la peste une victoire des Allemands. »⁴

Au début avril 1941, en signe de protestation contre le diktat de l'Allemagne qui avait demandé à la Hongrie de permettre le passage par son territoire des unités du Wehrmacht et de participer ainsi à la guerre contre la Yougoslavie, Teleki s'est suicidé à son domicile. Le traité de paix et d'amitié éternelle entre la Hongrie et la Yougoslavie, signé peu avant cet événement, a été transgressé, et la Hongrie entra pratiquement dans la Seconde Guerre mondiale du côté de l'Allemagne.⁵ Après la fulgurante campagne balkanique du Wehrmacht, l'élite politique horthyste, persuadée de l'invincibilité de l'armée allemande, misa sur le renforcement permanent de l'alliance avec le III^e Reich. Fin juin 1941, quelques jours après l'agression hitlérienne contre l'URSS, la Hongrie déclarait elle aussi la guerre à l'URSS⁶, sans se laisser attirer par la proposition de paix des Soviétiques. Le jour du 23 juin, V. Molotov invita l'ambassadeur hongrois J. Kristóffy pour lui proposer, en échange de la neutralité de la Hongrie, le soutien soviétique à la conférence de paix pour toutes les revendications hongroises sur la Transylvanie.⁷

La situation commença à changer à partir de 1942, lorsque le caractère de guerre à long terme sur le front de l'Est de même que l'imprévisibilité du résultat final sont devenus évidents. Le premier-ministre pro-allemand L. Bárdossy fut remplacé par M. Kállay, qui ferait les premiers pas vers un rapprochement de la Grande Bretagne et des États-Unis, dans le but de clarifier les possibilités de la Hongrie de sortir de la guerre. La politique de balancement entre l'Allemagne et les puissances occidentales est devenue plus active à partir du printemps 1943,

après la défaite des Allemands à Stalingrad et l'écrasement de la deuxième armée hongroise sur le Don (environ 80 000 soldats hongrois ont été tués en janvier 1943 au cours d'une opération offensive de l'Armée rouge) et surtout après la bataille de Koursk, lorsque la défaite de l'Allemagne en guerre suscitait de moins en moins de doutes partout dans le monde. Il faut dire que Stalingrad a mis en fonction les mécanismes de la diplomatie secrète non seulement de la Hongrie mais aussi des autres alliés de l'Allemagne, les obligeant à chercher des solutions pour sortir de la guerre, à élaborer différentes variantes, à trouver un moment favorable et à se coordonner parfois dans ces actions avec les autres. C'est dans ce contexte qu'eut lieu la visite de Kállay en Italie en avril 1943, ses rencontres avec le comte Ciano et avec le Pape à Rome.⁸

Durant toute l'année 1943, la Hongrie fit de nombreuses tentatives d'établir des contacts dans les pays neutres (la Suisse, la Turquie, l'Espagne, le Portugal) avec les représentants de la Grande Bretagne et des États-Unis et d'informer sur les conditions d'une paix séparée avec ces puissances, qui garantît que l'Armée rouge ne participerait pas à l'occupation du pays par les forces de la coalition anti-hitlérienne. On préconisait l'exclusion à bon escient de l'Union soviétique du processus des négociations. Budapest considérait comme inadmissible la volonté de Moscou de dicter les conditions de l'armistice.⁹ On comptait sur le débarquement des troupes américaines et britanniques en Adriatique et sur leur avancée vers le centre de l'Europe. On avait également en vue la possibilité de transporter des divisions anglo-américaines par la voie aérienne.¹⁰

La sortie de l'Italie de la guerre, au début septembre 1943, stimula la Hongrie à chercher plus intensément à se rapprocher des puissances alliées, ce qui ne garantissait toutefois pas un succès rapide des initiatives de politique étrangère de Kállay. Les représentants de la Grande Bretagne et des États-Unis évitèrent longtemps non seulement de signer mais aussi de discuter au niveau officiel les conditions d'une convention séparée avec la Hongrie, en respectant en totalité les ententes avec l'URSS et en insistant sur le processus de négociation avec la participation des Soviétiques. La raison de cette position devait être cherchée dans le désir de ne pas compliquer, à cause de la Hongrie, leurs relations avec Staline (qui était au courant de la plupart des démarches hongroises grâce aux rapports des services secrets et aux informations reçues par des canaux diplomatiques officiels). Il faut dire qu'en 1943 Budapest exagérait en quelque sorte les contradictions qui existaient entre les Alliés de la coalition anti-hitlérienne. Les calculs selon lesquels la guerre aurait tellement affaibli l'URSS que les conditions de réglementation de la paix devraient être dictées exclusivement par les États-Unis et l'Angleterre se sont avérés tout aussi erronés. En conséquence, le rôle du facteur soviétique en Europe de l'après-guerre était sous-estimé.

Le scepticisme des démocraties occidentales quant aux perspectives de collaboration avec la Hongrie était issu aussi de la tendance des horthyistes, faiblement dissimulée au début des contacts secrets, à demander des garanties pour le maintien du régime politique existant, et de leur manque de disponibilité de faire des compromis dans la question des frontières de la Hongrie de l'après-guerre. Même après les insuccès enregistrés sur le front, le gouvernement horthyste ne renonça pas trop vite à l'idée de refaire la Hongrie entre les frontières d'avant 1918. Ce n'est qu'en 1943 que Budapest commença à élaborer des projets alternatifs, y compris la création d'une Fédération danubienne où la Hongrie eût le rôle dominant. Ce projet ressemblait à l'idée exprimée par W. Churchill au sujet de la possibilité de création d'un État fédéral en Europe centrale, mais il généra une attitude prudente de la part des élites politiques antifascistes des pays voisins. Ainsi, Soumenković, le représentant du gouvernement royal yougoslave à Ankara, déclara, le 7 juillet 1943, devant l'ambassadeur de l'URSS en Turquie, S. A. Vinogradov, que le nouveau projet hongrois « montre que par cette combinaison, la Hongrie veut recevoir tout ce que l'Autriche-Hongrie avait perdu autrefois et démontrer que, bien que battue deux fois, elle ne veut pas renoncer à ses projets impérialistes ».¹¹

Les démocraties occidentales étaient beaucoup plus ouvertes aux contacts avec les représentants de l'opposition hongroise, avec Albert Szent-György par exemple, lauréat du prix Nobel de médecine en 1937, qui au moment de la rencontre avec les émissaires anglo-américains en Turquie, en 1943, déclarait qu'il ne se considérait pas attaché aux objectifs du régime horthyste. Essayant de conférer une image plus attrayante de leur gouvernance et, pour des considérations tactiques, de démontrer au monde occidental leur capacité de suivre la voie de la démocratie, les horthyistes entrèrent en contact avec des représentants de l'opposition. Entre autres, ils réussirent à convaincre Vilmos Böhm, militant de marque de l'émigration social-démocrate hongroise, ancien commissaire à la Défense de la République Soviétique Hongroise, en 1919, qui habitait à Stockholm, avait un passeport tchécoslovaque et travaillait à l'Ambassade de la Grande Bretagne, de participer aux négociations, ce qui n'a toutefois pas eu l'effet escompté. Böhm fut d'accord d'œuvrer dans l'intérêt de la future Hongrie, sans toutefois cacher qu'il restait un adepte de la réorganisation radicale du système politique du pays, ce qui, évidemment, rendait assez problématique une éventuelle mission au nom du régime Horthy. Les contacts de Böhm avec les Anglais ont été considérés à Budapest comme dépourvus de perspective, étant donné que la demande de Londres, acceptée par Böhm, concernant le changement du régime était tenue pour inacceptable. Le diplomate hongrois Ullein-Revitsky qui préparait les discussions de Böhm avec les Anglais reçut, en mai

1943, les instructions suivantes de Budapest : « La position du gouvernement hongrois dans l'étape actuelle de la guerre reste inchangée – le plus grand service que vous puissiez rendre c'est d'essayer par tous les moyens de maintenir le régime actuel dans le pays, ses organes dirigeants, l'appareil d'État, pour éviter dans la période de l'après-guerre que le pays devînt la victime de l'anarchie dans le bassin danubien. »¹² D'autre part, les contacts de Böhm avec les représentants du Ministère britannique des Affaires étrangères et avec les militants du parti travailliste britannique, au cours desquels ils avaient discuté la question du statut de la Hongrie en Europe de l'après-guerre, ont suscité aussi bien le mécontentement du gouvernement tchécoslovaque en exil que celui de Moscou officielle. En juin 1943, V. Molotov présenta à l'ambassadeur britannique, A. K. Kerr, une protestation au sujet de la tentative du gouvernement de Londres d'entrer en contact avec un État ennemi sans consulter ses alliés. À l'avis de Kremlin, les discussions secrètes avec Böhm étaient destinées à aider le gouvernement hongrois à éviter la responsabilité pour sa participation à la guerre en qualité d'allié de l'Allemagne nazie.¹³ Le Ministère britannique des Affaires étrangères se vit finalement obligé d'informer sur le caractère non-officiel de la mission de Böhm, surtout qu'à ce moment le parti travailliste faisait partie du gouvernement de coalition.

La visite de Böhm à Londres n'a pas abouti. Néanmoins, le processus de négociations avec l'Occident acquit un caractère irréversible à la fin de 1943. La Grande Bretagne et les États-Unis renoncèrent de bombarder le territoire hongrois et demandèrent à la Hongrie de prouver par des actions concrètes ses bonnes intentions et sa volonté de rompre les relations avec l'Allemagne. Ils lui proposaient, entre autres, de retirer ses troupes du front de l'Est et de les transférer en Croatie, plus près du dispositif des troupes anglo-américaines. Ils lui suggéraient également de saboter les ordres du commandement allemand et dans une perspective plus éloignée seulement de rendre les armes. Tout comme le représentant des services secrets en Suisse avait déclaré au représentant hongrois, « ce sont des actions qu'on attend de la part de la Hongrie, des actions qui soient utiles aux Alliés du point de vue de l'évolution de la guerre, des actions qui pourraient réduire la durée de la guerre et contribuer à la défaite des Allemands ». ¹⁴ La résistance passive de la Hongrie face aux actions du Wehrmacht et ensuite le moment et la manière dont elle décidera de rompre ses relations avec l'Allemagne seront décisifs pour le futur de ce pays. D'après certains témoignages, lors d'une rencontre à Istanbul entre le représentant hongrois et les partenaires américains de négociations, ces derniers lui avaient déclaré que si la Hongrie sortait de la guerre avant la Roumanie, elle aurait plus de chances de garder la Transylvanie du Nord après la guerre.¹⁵ Au cours des mêmes pourparlers, les Anglais et les Américains firent comprendre aux horthystes que leurs calculs

concernant la dislocation par la voie aérienne de quelques divisions alliées en territoire hongrois étaient complètement irréels. Les puissances occidentales, par leurs représentants autorisés, ont tenu à souligner qu'elles n'allaient pas sacrifier la vie de milliers de soldats pour défendre la Hongrie contre les Russes ou contre les attaques des pays voisins qui avaient des prétentions territoriales de la part de Budapest officielle, même si elles étaient en quelque sorte fondées. Conformément aux plans convenus par les Alliés en 1943, à Téhéran, le territoire hongrois allait être temporairement occupé par des unités de l'Armée rouge, de sorte que les espérances de Budapest en une descente anglo-américaine étaient de plus en plus illusoires.

Pendant les premiers mois de 1944, au cours des rencontres entre ses émissaires et les représentants de l'Occident, le gouvernement M. Kállay non seulement déclara sa volonté de sortir le pays de la guerre mais il accepta aussi la demande de capitulation inconditionnelle. Cependant, en craignant une occupation préventive du territoire hongrois par le Wehrmacht, il hésita de prendre des mesures radicales avant que les armées alliées ne se fussent rapprochées de la frontière hongroise. En réalité, le premier-ministre hongrois n'était pas capable de prendre de telles mesures, étant donné que l'armée était contrôlée en totalité par le commandement allemand. Il fit toutefois une tentative timide de retirer les troupes hongroises du front de l'Est, sans réussir, étant donné que les Allemands contrôlaient les voies de transport. La demande des Anglo-Américains de mettre à leur disposition toutes les informations sur le Wehrmacht et sur ses plans militaires qui existaient au Grand État-major hongrois fut accomplie en principe, mais les services spéciaux du III^e Reich en auraient été mis au courant, ce qui détériora davantage les relations bilatérales et offrit un bon prétexte d'occuper la Hongrie. Par conséquent, l'implication des autorités dans l'organisation de groupes illégaux de partisans qui devaient attaquer les échelons allemands qui transitaient le territoire de la Hongrie aurait été d'autant plus risquée. Selon M. Kállay, la seule possibilité aurait été un éloignement lent de l'Allemagne et la diminution progressive de la collaboration avec elle dans le domaine militaire. Cependant, les Américains et les Anglais ne se laissaient pas convaincre, et non seulement ils étaient conscients de l'impuissance des autorités hongroises mais ils les soupçonnaient à juste titre de jouer un double jeu, de tenter de reporter l'affaire à plus tard et de se soustraire aux engagements assumés. Il est à remarquer en ce sens que les représentants hongrois chargés de missions spéciales dans les pays neutres n'avaient pas, de règle, pleins-pouvoirs pour conclure des conventions.

Néanmoins, la sortie de la Hongrie de la guerre est devenue assez réelle au début du printemps 1944. Pour empêcher une possible capitulation d'un allié important du point de vue stratégique, l'Allemagne occupa la Hongrie le 19

mars 1944 et demanda avec insistance le remplacement du gouvernement Kállay par un autre, plus digne de confiance.¹⁶ Évidemment, l'action allemande changea de manière radicale les perspectives des pourparlers entre l'élite horthyste et les Anglo-Américains. Les négociations sur un armistice avec les adversaires du III^e Reich cessèrent jusqu'à la chute du régime Antonescu en Roumanie, le 23 août 1944, quand le roi Michel I^{er} déclara la guerre à l'Allemagne. Horthy remplaça le cabinet pro-allemand de Döme Sztójay par le gouvernement du général G. Lakatos, qui posa à nouveau des questions sur les conditions d'armistice exigées par les puissances occidentales. Le 7 septembre 1944, le Conseil de Couronne réuni chez Horthy adopta, en dépit des politiciens philo-allemands, la décision d'entamer des pourparlers avec les États de la coalition anti-hitlérienne au sujet de l'armistice.¹⁷ Cependant, étant donné le manque d'unité de vues dans les échelons supérieurs du pouvoir, la politique promue par la Hongrie était extrêmement contradictoire. Ainsi, le 11 septembre 1944, le gouvernement se prononça à nouveau pour la poursuite de la guerre aux côtés de l'Allemagne. N'étant pas sûrs du succès, les initiateurs de la rupture des relations avec l'Allemagne n'osèrent pas soumettre cette question au débat du Parlement de Budapest.

Au début de l'automne 1944, les politiciens d'orientation anti-allemande continuaient à nourrir l'espoir que les troupes anglo-américaines seraient disloquées en Adriatique (près de Rijeka) et qu'elles avanceraient ensuite vers la Hongrie. Pour gagner du temps, les Hongrois avaient l'intention de proposer au commandement militaire des puissances occidentales de demander au commandement soviétique l'arrêt temporaire de l'avancée de l'Armée rouge vers la Hongrie, afin de permettre aux troupes hongroises de se regrouper et de s'orienter vers la guerre contre l'Allemagne (une lettre était prête à être envoyée au Pape à Rome, avec la prière de Horthy d'aider, selon ses possibilités, à la réalisation des projets nourris par Budapest). Cependant, le projet commun anglo-américain concernant les conditions préliminaires de l'armistice avec la Hongrie avait été élaboré dès le mois d'août. En septembre, la Grande Bretagne et les États-Unis firent connaître aux émissaires hongrois en Italie que l'armistice n'était possible qu'à condition d'une capitulation inconditionnelle de la Hongrie. Toute proposition à ce sujet devait être adressée aux trois grands alliés et, si le gouvernement hongrois voulait sincèrement conclure l'armistice, il devrait autoriser son représentant à signer un tel document.¹⁸ Les émissaires de Horthy essayèrent de présenter aux diplomates occidentaux leurs propres conditions pour la sortie de la Hongrie de la guerre. D'abord, ils voulaient obtenir des garanties que le régime en fonction serait maintenu. Le projet d'armistice de la Hongrie contenait aussi un point sur l'arrêt des actions militaires de l'Armée rouge sur la ligne du front existant à ce moment-là. Selon le plan horthyste, cette mesure aurait évité l'occupation du pays par les Soviétiques.

Au cours des rencontres avec les représentants anglo-américains, les agents de Horthy et Lakatos se rendirent compte que leurs espoirs de réussir à éviter l'occupation soviétique étaient illusoires, mais ils continuèrent à demander la participation des unités des puissances occidentales à la libération de la Hongrie. N'oubliant pas l'expérience antérieure, les milieux diplomatiques et le commandement militaire des États alliés avec l'URSS doutaient de la sincérité et du sérieux des intentions horthystes. D'autant plus que l'émissaire hongrois en Italie n'avait pas pleins pouvoirs pour négocier l'armistice, n'étant accrédité que pour informer sur les conditions hongroises. À leur tour, les cercles politiques hongrois de Transylvanie du Nord, qui étaient plus près de la ligne du front, demandaient avec insistance à Budapest de contacter directement le commandement soviétique afin d'éviter un carnage inutile. Après la signature de l'armistice avec la Roumanie, le 12 septembre 1944, ceux-ci craignaient de plus en plus que la conclusion avec retard de l'armistice avec la Hongrie ne réduisît à néant les chances de maintenir la Transylvanie du Nord entre ses frontières. Cependant, Budapest ne s'empressait pas de s'entendre avec Moscou, car elle espérait réussir à arrêter les unités de l'Armée rouge dans les Carpates, où il y avait une ligne défensive puissante. Dans ces conditions, les politiciens hongrois transylvains pensaient de plus en plus à la possibilité d'entrer en contact à eux seuls avec le commandement soviétique.

Se rendant compte finalement qu'ils ne pouvaient pas miser sur une contradiction entre l'URSS et l'Occident, à partir du 25 septembre 1944, les horthystes entrèrent en contact avec le commandement soviétique. Le 26 septembre, une délégation non-officielle fut envoyée à Moscou via la Slovaquie dans le but de sonder la position de l'URSS. Le 1^{er} octobre, une délégation officielle dirigée par G. Faragó remit à Staline une lettre de Horthy dans laquelle celui-ci annonçait la disponibilité de la Hongrie pour conclure l'armistice.¹⁹ Cette délégation n'avait, elle non plus, pleins pouvoirs pour signer la convention d'armistice. Horthy allait transmettre plus tard par télégraphe que les pleins pouvoirs seraient donnés au moment où les conditions d'armistice seraient connues. Le 10 octobre, Horthy informa finalement par un télégramme que la délégation avait reçu pleins pouvoirs pour signer l'armistice et, le 11 octobre, il se déclara d'accord avec les conditions dictées par Moscou.²⁰ Le régent hongrois entra en contact avec l'URSS non seulement après de longues hésitations (bien que l'Armée rouge se fût trouvée à proximité des frontières de la Hongrie) mais surtout après avoir reçu un appel faux envoyé, semble-t-il, par une unité de partisans de Slovaquie, avec les conditions d'armistice dictées par l'Union soviétique. Les conditions proposées dans le document étaient plus que généreuses : le document ne contenait pas la demande de déclarer la guerre à l'Allemagne, garantissait le maintien de l'administration existante, promettait l'organisation d'un plébiscite sur le ter-

ritoire de la Transylvanie dont les résultats devraient être pris en considération à la Conférence de Paix.

Au cours des pourparlers de Moscou, la délégation dirigée par Faragó fit de son mieux pour éviter de déclarer la guerre à l'Allemagne, tout en insistant sur le maintien de l'organisation administrative existante en Hongrie. Elle demanda que les troupes roumaines ne franchissent pas les frontières établies après le deuxième arbitrage de Vienne, en 1940, et formula des demandes similaires au sujet des troupes yougoslaves et slovaques. À son tour, la partie soviétique demanda à la Hongrie de ne pas tarder à déclarer la guerre à l'Allemagne, suivant l'exemple de la Roumanie, de participer aux combats contre les troupes allemandes, d'évacuer dans un délai de dix jours les troupes et les fonctionnaires hongrois entre les frontières qui existaient le 31 décembre 1937. Les discussions se prolongèrent pendant plusieurs jours, ce qui témoigne de la même stratégie de temporisation de la partie hongroise. Horthy reconnut plus tard dans ses mémoires : « Je me suis abstenu de faire le pas décisif. La demande d'armistice est toujours amère, mais le fait que les Anglais et les Américains nous eussent envoyés exclusivement chez les Russes signifia pour nous une véritable tragédie. »²¹ En fin de comptes, recevant l'accord de Horthy par télégramme, la délégation hongroise signa, le 11 octobre 1944, le document contenant les conditions préliminaires de l'armistice. Les conditions soviétiques étaient acceptées. Le régent et ses proches sollicitèrent au commandement soviétique d'arrêter, pour le moment, l'offensive de l'Armée rouge en direction de Budapest, afin de donner aux troupes hongroises la possibilité de se retirer vers la capitale pour renforcer les positions du gouvernement, et de leur permettre de renvoyer à ce moment-là la déclaration de guerre contre l'Allemagne. L'ordre d'arrêt temporaire des actions des troupes soviétiques fut donné.²² La partie pro-allemande du corps des généraux et l'appareil d'État sabotaient par tous les moyens les tentatives de faire sortir la Hongrie de la guerre.²³ En plus, les services secrets allemands se mirent à faire des arrestations parmi les généraux et les officiers d'orientation anti-allemande. En dépit de la convention, la partie hongroise non seulement ne retira pas ses troupes vers la capitale mais, profitant du délai accordé par le commandement soviétique, elle combattit les troupes soviétiques dans la région de Szolnok. Deux messagers de l'Armée rouge furent tués près de Budapest. À leur tour, le régent et son entourage, bien qu'ayant pris des mesures pour sortir le pays de la guerre²⁴, par crainte d'un putsch, reportèrent au dernier moment la mise en application de la demande de commencer les combats contre le Wehrmacht. Les Russes ne pouvaient pas comprendre – aurait déclaré Horthy pendant les pourparlers sur les conditions d'armistice – que dans la conscience du corps des officiers, une déclaration de guerre contre les Allemands aurait été pour le moins étonnante.²⁵ Dans la proclamation concernant la sortie du pays de la guerre et la rupture de l'alliance

avec l'Allemagne, qui avait été lue à la radio le 15 octobre, on ne disait rien sur le commencement des actions militaires contre le III^e Reich, et la proclamation ne fut pas été suivie d'un ordre concret donné aux unités militaires. Suivant la même stratégie de l'expectative, l'officier hongrois envoyé au dispositif du 4^e front ukrainien pour discuter de la coordination des actions des armées soviétique et hongroise ne disposait pas des informations nécessaires sur la dislocation des troupes hongroises.²⁶ À Moscou, on avait l'impression que les dirigeants hongrois continuaient à reporter la rupture des relations avec l'Allemagne, bien qu'une action immédiate eût été de rigueur, afin de ne pas laisser aux Allemands le temps de prendre des mesures préventives. On pourrait dire avec le diplomate hongrois G. Barcza que « ce qui est devenu une véritable catastrophe pour la Hongrie, c'est que toutes les actions de politique étrangère entreprises pendant la guerre non seulement se sont enlisées à cause de la médiocrité, de l'exécution, du primitivisme, mais, en plus, elles ont apporté des malheurs. Avec une exécution plus qualifiée, plus ferme et plus conséquente aux projets, elles auraient pu être accomplies avec succès (la Roumanie est un exemple en ce sens) ».²⁷

Le 15 octobre 1944, Budapest dut faire face à un coup d'État. Horthy fut écarté du pouvoir et remplacé par Szálasi, qui resta fidèle à l'Allemagne jusqu'à la fin. La chance fut ratée, la signature de l'armistice avec la Hongrie fut reportée de trois mois. Un nouveau gouvernement fut formé en Hongrie sous le contrôle de Moscou, au sein duquel les forces de gauche étaient prédominantes. Son pouvoir augmentait au rythme de l'avancée de l'Armée rouge sur le territoire hongrois.²⁸

LE PRÉCÉDENT roumain n'avait donc pas réussi à stimuler le gouvernement hongrois à rompre au moment opportun les relations avec le III^e Reich et à se joindre aux unités de l'Armée rouge. À la différence du roi Michel I^{er} et de son entourage, qui le 23 août 1944 avait fait un pas décisif, en rompant les relations avec l'Allemagne et en lui déclarant la guerre, Horthy, en vertu de causes à la fois objectives et subjectives, s'avéra incapable d'actions aussi décisives, tergiversant par tous les moyens la déclaration de guerre contre l'Allemagne et la conclusion de l'armistice avec l'URSS. Cette incapacité coûta la vie à des milliers de personnes : au moins 140 000 soldats soviétiques trouvèrent la mort pendant les actions de libération de la Hongrie, des pertes immenses étant aussi enregistrées parmi la population civile hongroise. La situation de la Hongrie, le dernier et le plus dévoué satellite de l'Allemagne, a certainement influencé l'attitude des puissances alliées victorieuses à la Conférence de Paix de Paris, au moment des discussions portant sur le statut de la Hongrie dans le nouveau système de relations internationales et sur ses frontières²⁹, même si ce n'est pas trop correcte d'accorder une importance décisive à ce facteur. À notre

avis, la disponibilité initiale des puissances occidentale d'accepter une correction des frontières entre la Hongrie et la Roumanie en faveur de la première a été remplacée, au début de 1946, par une attitude distante. La cause n'en était pas sa mauvaise réputation, de « dernier satellite » de l'Allemagne nazie, mais plutôt la déception provoquée par sa politique intérieure, où la victoire du Parti des Petits Agrariens aux élections de 1945 n'avait pas réussi à changer de manière radicale le vecteur de l'évolution de la société hongroise et à devenir un obstacle devant la soviétisation du pays.³⁰



Notes

1. László Kontler, *A History of Hungary: Millennium in Central Europe*, New York: 2002.
2. Andrej Ivanovič Puškaš, *Vnešnja politika Vengrii: Nojabr 1918–apr. 1927*, Moscou, 1981.
3. L'élargissement du territoire hongrois sous le régime horthyste a suivi les pas suivants : le 2 novembre 1938, l'Arbitrage italo-allemand de Vienne a émis une résolution concernant la cession à la Hongrie des territoires méridionaux de la Slovaquie et de la Russie sous-carpatique, avec une superficie totale de 12 000 km² et une population de plus d'un million d'habitants. Le 30 août 1940, en vertu du deuxième Arbitrage de Vienne, la Hongrie a reçu la Transylvanie du Nord (environ 43 000 km²), avec une population de 2,3 millions d'habitants. En avril 1941, durant la campagne anti-yougoslave du III^e Reich et de ses alliés, l'armée hongroise a occupé une partie du territoire yougoslave (la Vojvodine), avec une superficie d'environ 12 000 km².
4. Pour des informations détaillées sur la politique étrangère de la Hongrie pendant cette période, voir A. S. Stykiline, « Transil'vanskij vopros v otnosheniyakh Vengrii i Rumynii v 1940-e gody », in *Natsionalnaya politika v stranakh formiruushchegosia sovetskogo bloka, 1944-1948*, V. V. Mariina (dir.), Moscou, 2004, p. 358-442. Parmi les nouveaux ouvrages sur P. Teleki voir B. Ablonczy, *Pál Teleki*, Budapest, 2005.
5. Le 28 mars 1941, sous la pression de la diplomatie allemande et de ses propres généraux, Horthy donna son accord pour le passage des troupes allemandes vers la Yougoslavie via la Hongrie. Le 30 mars, un accord hongro-allemand fut signé à Budapest concernant les actions militaires communes contre la Yougoslavie. Le 6 avril, des unités du Wehrmacht ont envahi la Yougoslavie. Le 11 avril, après la déclaration d'« indépendance » de la Croatie, l'armée hongroise franchit la frontière, occupa la ville de Subotica et, en quatre jours, s'empara des territoires ayant appartenu à l'ancien royaume féodal hongrois, y compris de la ville de Novi Sad.
6. Le prétexte de la déclaration de guerre contre l'URSS a été un épisode assez obscur relatif au bombardement de la ville de Kassa (Košice), le 26 juin, par l'aviation soviétique.

7. E. Fülöp, « A Király Románia és Erdély, 1944-1947 », *Historia* (Budapest), n° 2, 1994, p. 29.
8. M. Kállay, *A Personal Account of a Nation's Struggle in the Second World War*, New York, 1954 ; l'édition en langue hongroise, M. Kállay, *Magyar miniszterelnöke voltam (1942-1944)*, tome I-II, Budapest, 1991.
9. E. V. Popov, *V labirinteseCRETIKH operatsii. Za kulisami ofitsialnoy diplomatsia*, Budapest, 2004 (l'auteur a été l'interprète de langue hongroise lors des négociations pour l'armistice avec la Hongrie, 1945-1946).
10. En 1943, le chef d'État-major de l'armée hongroise, le général Szombathely, commença à élaborer un plan d'action des troupes hongroises qui devaient appuyer le transbordement en Hongrie d'une descente anglo-américaine. Conformément à ce plan, l'Armée rouge devait être arrêtée dans les Carpates jusqu'à l'arrivée des troupes des alliés occidentaux.
11. T. M. Islamov et Tatiana A. Pokivailova, *Transil'vanskij vopros: Vengero-Rumynskij Territorialnyi Spor I sssr, 1940-1946: Dokumenty*, Moscou: 2000, p. 193.
12. Popov, *V labirinteseCRETIKH operatsii*, *op. cit.*, p. 26.
13. Gyula Juhász, *Magyar-brit titkos traggyolások 1943-ban*, Budapest, 1988.
14. Popov, *V labirinteseCRETIKH operatsii*, *op. cit.*, p. 58.
15. *Ibid.*, p. 56.
16. Le 18 mars 1944, Horthy rencontra Hitler à Salzbourg. Étant au courant des tentatives du premier-ministre Kállay de construire des ponts avec les puissances occidentales, le Führer a menacé la Hongrie de lui enlever les territoires accaparés à partir de 1938 et de permettre aux troupes roumaines et slovaques de les occuper. Le régent a refusé de signer la lettre d'invitation des troupes allemandes, mais il fut d'accord de former un gouvernement agréé à Berlin. Le lendemain, les unités allemandes commencèrent à entrer en Hongrie. En l'absence de Horthy, Kállay ordonna aux soldats de déposer les armes, convaincu de l'incapacité des généraux de s'opposer au Wehrmacht. Le même jour, il renonça aux prérogatives de premier-ministre et se réfugia à l'Ambassade de la Turquie, par crainte qu'il ne fût arrêté. Voir György Ránki, *1944. március 19. Magyarországnémet megszállása*, Budapest, 1968 ; Kállay, *A Personal Account*, *op. cit.*
17. Les contacts entre les émissaires du nouveau gouvernement et les représentants des puissances occidentales ne constituaient pas une première.
18. Popov, *V labirinteseCRETIKH operatsii*, *op. cit.*, p. 187.
19. Islamov et Pokivailova, « Transil'vanskij vopros », *op. cit.*, p. 251-252.
20. G. P. Muraško (dir.), *Vostočnaja Jevropa v dokumentach rossijskich arhivov. 1944-1953*, tome I, Moscou – Novossibirsk, 1997, p. 75-76.
21. Miklós Horthy, *Emlékirataim*, Budapest, 1993.
22. Le 15 octobre 1944, l'Armée rouge se rapprocha de la rivière Tisza.
23. T. V. Volokitina (dir.), « Sovetskij faktor v vostočnoj Evrope 1944-1953 », in *1944-1948 : Dokumenty*, tome I, Moscou, 1999, p. 103-104.
24. Deux armées hongroises étaient prêtes, au signal des commandants, à cesser les actions contre l'Armée rouge, à entrer en contact avec le commandement soviétique et ensuite à agir contre les Allemands.

25. On ne doit pas oublier que de nombreux officiers dévoués à Horthy, par crainte de l'occupation soviétique, luttèrent aux côtés des Allemands. D'autre part, des représentants influents du corps des généraux passèrent du côté de l'Armée rouge, dont J. Veres, le chef d'État-major, et B. M. Dálmoki Miklos, le commandant de l'Armée I, devenu ultérieurement le chef du premier gouvernement de la Hongrie de l'après-guerre.
26. Après quelques heures, ils s'avèrent plus disponibles pour des négociations. On avait l'intention d'envoyer chez le maréchal Malinovski, le commandant du front, un officier pourvu des cartes nécessaires, mais il était déjà trop tard, étant donné le coup d'État.
27. Popov, *V labirinteseCRETIKH operatsii*, *op. cit.*, p. 159.
28. Volokitina (dir.), « Sovetskij faktor », *op. cit.* La délégation dirigée par G. Faragó, l'envoyé de Horthy, participa aux discussions liées à la formation du nouveau gouvernement. Pendant les rencontres avec les Soviétiques, les horthystes continuaient à souligner que le nouveau régime devait poursuivre la politique du régime antérieur.
29. Le Traité de Paix de Paris de 1947 a confirmé, avec quelques corrections (qui n'étaient pas en faveur de la Hongrie) les frontières établies par le traité de Trianon.
30. Stykalyne, « Transil'vanskij vopros », *op. cit.*, p. 358-442.

Abstract

On Hungary's Exit from the War (1944)

Under the rule of Miklós Horthy, Hungary pursued a policy of revision of the 1920 Trianon Treaty with a view to restoring its former borders, the ones it had during the Austro-Hungarian Empire. In foreign policy it went along Nazi Germany and Fascist Italy, and succeeded to partially recover its territories to the detriment of Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia—this being the reason of its participation in World War II, also against the USSR. The attempts to part from Germany after 1943 had the same objective: restoring the borders of historical Hungary from before 1918, maintaining the Horthy regime, and trying to avoid Soviet occupation. With these objectives, Hungary remained Hitler's last ally.

Keywords

Horthy regime, Hungarian-Russian relations, Paris Peace Conference, World War II, borders